

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

SIMARD, Martin, LAFONTAINE, Danielle, SAVARD, Sébastien, TREMBLAY, Marielle et TREMBLAY, Pierre-André (dir.) (2006) *Inégalités, démocratie et développement. Des enjeux pour la gouvernance des territoires locaux et régionaux*. Québec, GRIDEQ, 404 p. (ISBN 978-2-920270-81-7)

par Jean-François Simard

*Cahiers de géographie du Québec*, vol. 51, n° 144, 2007, p. 452-454.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/017634ar>

DOI: 10.7202/017634ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

les dirigeants d'entreprises dont les avis sont consignés dans une enquête qui constitue la trame de la seconde partie de l'ouvrage. Ressort de cette enquête limitée au Québec, une incontestable sensibilité aux problèmes environnementaux, mais une très grande diversité des avis qui ne sont pas toujours compatibles avec la finalité de l'enquête. De façon quelque peu paradoxale au vu de la priorité ainsi définie, le moteur de la marche vers une économie fondée sur le développement durable serait l'action des mouvements associatifs qui, motivés par l'imminence ou l'occurrence de crises majeures, seraient à même de peser sur les décisions d'ordre économique et politique. À terme «le compromis postfordiste écologique pourrait reposer sur une dématérialisation découlant d'une transformation de la consommation et d'un transfert des coûts écologiques vers le Sud». Certes, un tel propos ressort au domaine de l'utopie, mais il pourrait être simplement prémonitoire. Il constitue en tout état de cause une base solide pour des confrontations à venir.

Jacques Bethemont  
Université Jean Monnet



**SIMARD, Martin, LAFONTAINE, Danielle, SAVARD, Sébastien, TREMBLAY, Marielle et TREMBLAY, Pierre-André (dir.) (2006) *Inégalités, démocratie et développement. Des enjeux pour la gouvernance des territoires locaux et régionaux. Québec, GRIDEQ, 404 p. (ISBN 978-2-920270-81-7)***

Cet ouvrage présente les actes du colloque sur le développement régional tenu en 2005 dans le cadre du congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) à Chicoutimi. Le livre regroupe 25 textes, résultat de la collaboration de 43 auteurs issus des milieux universitaire, politique, culturel, public, parapublic et privé.

Tous ces auteurs portent leur regard sur les enjeux associés à la gouvernance des territoires locaux et régionaux. L'analyse de ces enjeux est regroupée autour de trois grandes questions fédératrices, à savoir celles des inégalités, de la démocratie et du développement.

Les textes sont relativement convergents et complémentaires, et l'un des premiers mérites de l'ouvrage est certainement d'avoir surmonté l'écueil de l'éparpillement. Paradoxalement, ce ne sont pas tant les sujets abordés que la manière de les traiter qui pose problème. Un problème qui du reste illustre la dialectique dans laquelle se retrouve actuel-

lement le développement régional comme discours scientifique. En effet, vouloir traiter scientifiquement de questions qui font l'objet de débats sociaux soulève inévitablement l'épineux problème du rapport entre la science et le politique. D'ailleurs, le fait d'ouvrir le colloque par la présentation d'un journaliste (Michel Venne), qui œuvre désormais sur la scène publique au sein d'un groupe de réflexion, participe à ce mélange des genres. Le développement régional, comme discipline scientifique, a résolument pris son envol avec la célèbre monographie de Fernand Dumont et Yves Martin publié en 1963. L'émergence de ce nouveau chantier de recherche trouvait à l'époque de nombreux échos dans le débat public entourant les activités du Bureau d'aménagement de l'est du Québec (BAEQ). Depuis lors, les sciences régionales n'ont jamais pu totalement s'émanciper d'une orientation épistémique instrumentale que Tremblay et Simard expriment d'ailleurs clairement dans leur texte d'introduction.

Réfléchir aux questions des inégalités, de la démocratie et du développement sous-tend implicitement un biais idéologique en faveur de la justice sociale, de l'égalité politique et de l'équité territoriale. Cela se traduit dans cet ouvrage par un intérêt marqué envers la vulnérabilité socioéconomique des zones rurales au Québec (Binet et Breton), ainsi que des provinces de l'Atlantique (Desjardins). Sans pour autant vouloir renoncer à l'économie de marché, de nombreux auteurs réfutent, dans leurs acceptions du développement social, l'impérialisme de la règle marchande comme seule logique d'ordonnement du monde, d'occupation des territoires, de dynamiques migratoires et de mutations démographiques (Fonseca Netto ; Simard ; Thérasmé et Paré).

Mentionnons enfin qu'une réflexion plus pointue sur trois formes d'inégalité spatiale est proposée au lecteur. Une première traite de l'accessibilité géographique des soins de santé (Perreault ; Castonguay et Disant ; Tremblay, Gilbert et Khandjian), une deuxième aborde la distribution géographique des établissements

manufacturiers exportateurs (Gauthier ; Laliberté et Deschênes), alors qu'une troisième concerne les modalités d'organisation des relations entre unités de production et de leurs effets sur le développement régional (Rousseau et Tremblay).

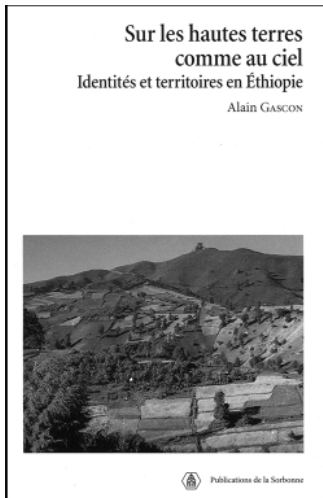
La deuxième partie du livre s'ouvre par une réflexion ontologique sur le développement territorial. Juan-Luis Klein (2006:143) y concède d'emblée que « le développement local correspond davantage à une vision multidisciplinaire tenant compte des dimensions économique, politique, sociale et, bien entendu, territoriale qu'à une théorie scientifique et rigoureuse ». N'empêche que le développement local emprunte les sillages abandonnés depuis longtemps par deux grands courants sociologiques, deux solitudes interprétatives d'une même vie sociale, qui se disputent la phénoménologie du milieu local.

Il y a d'abord une approche à prédominance durkheimienne du développement. La cohésion sociale et ses dimensions constitutives (la solidité du lien social communautaire, la force de l'identité locale et du sentiment d'appartenance, la partage d'un même idéal) renvoient à une vision en quelque sorte romantique du développement social. Le texte de Noiseux et Fontan, celui de Tremblay et celui de Simard, Champagne et Beaulé s'inscrivent dans ce premier paradigme. Il y a par ailleurs une approche à prédominance webernienne du développement. Un courant d'interprétation du social au sein duquel le rôle de l'acteur (Soumahoro) et des mouvements sociaux (Guay) est surdéterminant dans l'explication de toute dynamique d'action collective (Bonner et Bryant).

La troisième et dernière partie du livre est très certainement la moins homogène de l'ouvrage. Elle regroupe des textes variés qui traitent de la gouvernance de l'environnement (Chouinard, Martin et Vanderlinden), de la difficulté d'identifier des indicateurs servant à mesurer le développement durable (Lapointe), de la faisabilité d'un plan d'amé-

nagement de parcs naturels habités au Québec (Allie), ainsi qu'une analyse de la récente commission d'enquête instituée afin de faire la lumière sur l'ensemble du régime forestier au Québec (Filion et Pivin). À ces textes à forte préoccupation écologique s'ajoutent quelques réflexions exploratoires sur les nouveaux visages de la démocratie (Lagacé, Fortin et Prévost; Yorn; Lussier et Sévigny; Rada Donath).

Jean-François Simard  
Université du Québec en Outaouais



**GASCON, Alain (2006) *Sur les hautes terres comme au ciel. Identités et territoires en Éthiopie*. Paris, Publications de la Sorbonne, 335 p. (ISBN 2-85944-558-7)**

Après son bel ouvrage *La Grande Éthiopie, une utopie africaine* (1995), Alain Gascon livre ici une nouvelle réflexion sur le lien entre identité politique et relations avec le territoire en Éthiopie. Quelles sont les recompositions territoriales et identitaires engagées en Éthiopie depuis la chute de Mengistu en 1991, quelles en sont les moteurs et quelle est la genèse de ceux-ci ?

Il s'agit d'un ouvrage de géographie historique, culturelle et politique qui ne néglige

pas non plus les dimensions urbaine et économique. L'ouvrage se découpe en quatre parties. La première, « Les acteurs du 'théâtre géographique' en Éthiopie », brosse un tableau géographique du pays sur plusieurs échelles, en insistant avec raison sur l'étagement qui structure puissamment l'Éthiopie, mais aussi sur les structures agraires, puis la géopolitique de l'État éthiopien.

La seconde partie, « Les révolutions éthiopiennes : des hommes nouveaux, de vieux territoires », analyse le conflit qui oppose l'Éthiopie des villes et des campagnes, le choc de l'irruption de la modernité dans un pays dominé par une Église fort conservatrice, la fin de l'ancien régime et l'ébranlement politique du pays avec le lancement de la réforme agraire qui mit fin à un régime de tenure ancien, mais qui permit en même temps de cimenter un pays multiethnique. En effet, en décrétant en 1975 une réforme agraire radicale, les militaires qui venaient de déposer l'empereur Haïlé Sélassié visaient plus que la redistribution de la terre. Ils souhaitaient en fait rompre avec une territorialité fondée sur le mythe salomonien : les Éthiopiens sont un peuple élu de Dieu qui habitent les hautes terres, véritable Terre sainte. Afin de saper toute instabilité régionale que contenait en germe cette assise territoriale – une bonne partie des basses terres périphériques est peuplée de minorités non chrétiennes – les militaires souhaitaient donc développer une nouvelle légitimité territoriale, soit l'égalité des peuples et des cultures d'Éthiopie. Consubstantiel à ce projet de réingénierie de la structure de l'État, la junte forma le projet de brasser les populations de façon à favoriser leur fusion et l'avènement d'un peuple *socialiste*, d'où l'instrumentalisation des famines des années 1980 pour déplacer des populations, un projet géopolitique déjà bien démontré par Michel Foucher (1984). Cependant, les militaires ont sous-estimé les impacts de la révolution démographique, l'attachement des populations à la territorialité ancienne et leur refus des déplacements forcés comme de la collectivisation qui l'accompagnait. Or le mécontentement fut